

# L'avenir passe par les PME

## WALLONIE Après les plans de l'exécutif en 2015, les résultats en 2016 ?

► Jean-Claude Marcourt (PS) et Jean-Luc Crucke (MR) ont une conviction commune : l'économie doit être au cœur du projet wallon.  
► L'éducation aussi, disent-ils, mais avec des nuances cette fois.

**L**e socialiste Jean-Claude Marcourt et le libéral Jean-Luc Crucke partagent une même conviction : en

2016, la Wallonie sera économique ou ne sera pas ! Leurs discours peuvent donc se rejoindre sur de nombreux points, mais ne se confondent pas complètement : de manière logique, le représentant de l'opposition ne peut se contenter du bulletin satisfaisant que le ministre de l'Économie accorde au gouvernement régional dont il est un des piliers depuis de nombreuses années. Il demande que l'on accélère le mouvement : les plans (Marshall, PME, numérique...) ont marqué 2015 et le début de la législature, les résultats

doivent suivre en 2016.

Nos deux débatteurs du jour sont aussi des régionalistes convaincus. Chacun à sa manière réclame la régionalisation des compétences liées à l'enseignement et à l'éducation, comme support essentiel aux politiques économiques : façon bulldozer pour Jean-Luc Crucke, plus diplomatique pour Jean-Claude Marcourt. Le libéral bout d'une impatience que le socialiste tempère en préférant miser sur des avancées plus consensuelles. Des attitudes à l'image des deux élus, chacun dans son style. ■

E.D.

## entreprises « La Wallonie a besoin de nouveaux champions »

### ENTRETIEN

**P**eut-on mettre d'accord le ministre socialiste de l'Économie et un de ses principaux opposants MR sur l'état exact de la Wallonie ?

**Au croisement de 2015 et 2016, comment se porte la Wallonie ?**

**Jean-Claude Marcourt :** *On ne peut pas dire que la situation est bonne avec la pauvreté et le chômage que nous connaissons. Mais la Wallonie va mieux et même nettement mieux puisque depuis plus de 18 mois et de manière continue, nous affichons à la fois une baisse du chômage, une hausse du taux d'emploi et de la création d'activités spécialement dans les PME. Le plan Marshall fait connaître ses effets*

*alors que l'Europe est la zone malade du monde avec un taux de croissance insuffisant et une politique basée sur les ajustements budgétaires.*

**L'année qui s'annonce est-elle une échéance importante ?**

**J-C.M. :** *Ce qui est salué par les acteurs économiques, c'est la stabilité et la continuité dans notre politique. Ils en ont besoin. Aujourd'hui, la Wallonie est sur un chemin intéressant.*

**L'opposition MR peut-elle partager cette analyse ?**

**Jean-Luc Crucke :** *Nous sommes d'accord sur le fait que la Wallonie doit redoubler d'ardeur pour rejoindre le peloton. Et je me réjouis d'entendre dire que*

*c'est l'économie qui permettra de relever notre région, qu'il faut d'abord de la richesse économique avant de mener des politiques sociales. Mais je m'arrête là : je ne peux pas me satisfaire d'un chômage qui a « un peu baissé »... A ce train-là, dans cinquante ans, on nous dira encore que les choses vont mieux. Et j'ai aussi une crainte : nous misons beaucoup sur des secteurs économiques qui sont certes à la pointe mais qui provoqueraient de nouveaux drames sociaux s'ils connaissaient des difficultés...*

**Par exemple ?**

**J-L.C. :** *La pharmacie, la santé ! La Wallonie doit se diversifier.*

**J-C.M. :** *Je n'ai pas de craintes particulières. Il y a dix ans, la Wallonie a réussi à absorber une incroyable mutation industrielle. Dans la foulée, ses exportations ont même augmenté. La preuve que nous sommes capables de nous convertir, de nous diversifier.*

**Le gouvernement vient de dégager 25 millions pour aider les PME à entrer en Bourse. Avant cela, il y avait eu le plan PME. Les petites entreprises sauveront-elles la Wallonie ?**

**J-C.M. :** *Nous voulons renforcer leur nombre, leur donner une meilleure assise économique pour leur permettre d'engager, puis nous voulons faire émerger de nouveaux champions, ce que sont aujourd'hui nos entreprises pharmaceutiques. Autrefois pour les jeunes, il y*

*avait des filières naturelles : la banque, l'industrie... Cet étudiant en médecine de Liège qui lance son affaire de macarons, c'est remarquable ! Des champions comme ceux-là, la Wallonie en a besoin.*  
**J-L.C. :** *Quand un socialiste se rapproche du discours libéral, je ne peux lui faire aucun reproche. Je suis prêt à effectuer un bout de chemin avec vous sur la base de ce discours-là. Pas de problème !*  
**J-C.M. :** *Quand je fais de l'économie, je ne suis pas libéral. Je fais de l'économie au profit de la Wallonie. La Bourse par exemple permet de dégager des moyens financiers importants. Mais je ne me convertirai jamais à l'économie-casino ! ■*

Propos recueillis par  
ERIC DEFFET

## polémique « Il faut maîtriser l'éducation »

Stricte-ment économique dans un premier temps, le débat entre Jean-Claude Marcourt et Jean-Luc Crucke prend rapidement une tournure plus politique et en définitive plus institutionnelle.

Le second nommé assure le trait d'union : « Pour chaque entreprise, il y a forcément la dimension du risque quand on veut créer sa société ou trouver de nouveaux marchés. C'est inhérent au fait d'entreprendre. Et en Wallonie plus qu'ailleurs peut-être, il faut soutenir ceux qui veulent se lancer dans l'aventure. »

Le libéral plaide pour un allègement des charges en tous genres : « La taxe kilométrique va provoquer des frillites dans le secteur de la logistique où la Wallonie a pourtant beaucoup investi. » Jean-Claude Marcourt réplique en dénonçant le dumping social : « Il faut pouvoir imposer un salaire minimum à toute personne qui vient prester en Belgique. D'accord pour la mobilité en Europe, mais dans la transparence. »

Mais le dialogue évolue rapidement : « Nous devons inculquer l'esprit d'entreprise aux jeunes, et la meilleure manière de le

faire, c'est à travers l'éducation, l'école, lance Jean-Luc Crucke. Or c'est une des compétences qui manque à la Wallonie. Je n'ai rien contre les Bruxellois, mais les Wallons doivent pouvoir prendre leur sort en mains, et l'assumer. Demain, si nous n'avons pas une influence primordiale sur la formation des jeunes, sur la préparation aux métiers qui sont en pénurie chez nous, nous n'y arriverons pas. »

**« Il y a des choses que nous pouvons faire ensemble, entre francophones, de manière paisible »**

JEAN-CLAUDE MARCOURT

Un régionaliste parle à un autre régionaliste : « Il faut en effet réfléchir à l'avenir de l'institution communautaire, réplique Jean-Claude Marcourt. Je répète depuis longtemps qu'on ne peut pas réfléchir à l'avenir d'une région sans maîtriser son enseignement. »

Mais le ministre socialiste n'épouse pas complètement le propos enflammé de son opposant libéral : « Il faut éviter de mettre sur la table des éléments qui permettraient à

la Flandre d'ouvrir une septième réforme de l'Etat. Mais il y a des choses que nous pouvons faire ensemble, entre francophones, de manière paisible. Si une réflexion s'engage dans ce sens, je serai évidemment preneur. S'il n'y a pas de consensus, il faut vivre comme maintenant et travailler sur le pacte d'excellence pour obtenir le meilleur pour la Wallonie. Une plus grande déconcentration de l'enseignement pour mieux coller à la réalité de la Wallonie et de ses bassins, mais aussi de Bruxelles, serait déjà un progrès. »

Jean-Luc Crucke sort déçu de cet échange. « Je comprends cette prudence, mais avec ce genre de stratégie de contournement de l'obstacle, on éloigne le citoyen de la politique. Les gens ont besoin de clarté », regrette le député libéral.

« Dès 2011, je disais ce que je dis aujourd'hui. Je suis constant », fait remarquer Jean-Claude Marcourt.

« Alors, dites-le plus fort !, assène Crucke. Nous n'avons plus le temps. Donnez l'éducation à la Wallonie et nos politiques seront plus en phase avec ses besoins. » ■

E.D.

### REGARD

#### « Le capital féminin, un atout »

**Hasard du casting ! Nos quatre débats wallons sont exclusivement masculins. Nous avons voulu y ajouter un regard féminin en invitant une députée régionale à s'exprimer. Aujourd'hui : Savine Moucheron (CDH).**

« Si la Wallonie veut réussir son redéploiement socio-économique, les femmes doivent y être associées. Pour le développement économique de notre Région, nous devons faire du capital féminin un atout !

Leur participation au développement passe d'abord par une plus grande féminisation des cadres dans les conseils d'administration et les postes à responsabilités. Sans parité à ce niveau-là, il me semble quasiment impossible de faire changer les choses (accès aux responsabilités, rémunération équivalente homme/femme...) Ensuite, nous devons faciliter au maximum les possibilités de garde des enfants, pour que cela ne soit plus un frein à l'engagement, à la carrière professionnelle et aux responsabilités des femmes. Les femmes, souvent moins bien payées, sont souvent aussi celles qui font le sacrifice familial. A nous de mettre en place toutes les conditions pour permettre un équilibre de vie entre travail et vie privée : augmentation du nombre de places d'accueil et développement de services de garde tardifs. Enfin et pour que cela fonctionne, nous devons repenser la flexibilité du travail, dans les horaires, dans le développement du télétravail ou la mobilité du personnel. »

E.D.